

# PRIVATISATION DE LA RATP ET DE LA SNCF UNE HERESIE SOCIALE ET ECONOMIQUE !

Le 12 novembre 2024 devant le siège d'IDFM, Solidaires s'était déjà mobilisé pour exprimer sa colère contre la privatisation du service public ! Syndicats et usagers s'étaient réunis pour dénoncer cette menace et pourtant, malgré cette mobilisation, la privatisation continue de s'imposer avec des conséquences dramatiques pour les usager-e-s et les travailleur-euse-s.

## LA PRIVATISATION DES TRANSPORTS PUBLICS, CA NE FONCTIONNE NULLE PART

### Les faits sont là !

L'ouverture à la concurrence en grande couronne des Bus Optile en illustre les conséquences : suppressions de lignes, manque de personnel entraînant des annulations et diminution des fréquences.

La logique de rentabilité sacrifie l'intérêt public, abandonnant les zones les moins lucratives et précarisant des milliers d'usager-e-s, en particulier dans les quartiers populaires où les transports deviendront un luxe.

L'ouverture à la concurrence et la privatisation des transports publics ont montré des effets néfastes dans de nombreux pays et villes à travers le monde.

Au Royaume-Uni, la privatisation des bus et des trains a provoqué une forte hausse des prix et la suppression de lignes, touchant particulièrement les zones rurales et les populations à faibles revenus.

Le gouvernement Britannique renationalise son système ferroviaire. En Nouvelle-Zélande, la privatisation a dégradé le service, poussant Auckland à remunicipaliser. Aux États-Unis, les privatisations à Detroit et Atlanta ont conduit à des suppressions massives de lignes et à des coûts prohibitifs pour les plus vulnérables.

Et la situation en Île-de-France ?

Depuis plusieurs années les pouvoirs publics organisent la mise en concurrence progressive des transports en commun franciliens : privatisation des réseaux de bus de la grande couronne (2021-2024), ouverture à la concurrence des bus à Paris et en petite couronne (2025), mise en concurrence des lignes de train Francilien (2023-2027), privatisation des tramways (2030) et mise en concurrence du métro et des RER E, C, D, A et B d'ici entre 2028 et 2040.

**LES ACTIONNAIRES VONT SE GAVER, LES USAGERS VONT PAYER !**

### MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



Les grands groupes privés s'emparent des marchés juteux, au détriment des usager-e-s et des salarié-e-s.

Récemment, IDFM a attribué plusieurs lots de lignes à des opérateurs privés. Transdev (37 lignes pour 100 millions d'euros par an, avec 1 850 salariés RATP transférés dès 2026), ATM, un opérateur milanais (18 lignes du secteur «Croix du Sud»), Keolis qui a remporté l'exploitation des lignes «Marne et Brie», tandis que RATP Cap Île-de-France, filiale spécialement créée pour répondre aux appels d'offres conserve 19 lignes dans l'Essonne.

Les lignes T11/T4 sont attribuées à Transkéo, une filiale de la filiale SNCF Kéolis.

La grève des collègues des lignes T12/T13 est de ce point de vue symbolique des aberrations de ces marchés qui passent d'une filiale à l'autre.

**La logique financière est claire : la rentabilité prime sur l'intérêt public.**

Au total, ce sont 308 lignes de bus concernées impactant 19 000 salarié-e-s. A Transilien SNCF c'est 15.000 salarié-e-s travaillant pour 11 lignes.

Les usager-e-s voient déjà les effets : suppression de courses, réduction des fréquences, allongement des temps d'attente et dégradation générale du service.

La privatisation a entraîné des surcoûts : en grande couronne cela a nécessité une rallonge budgétaire de 100 millions d'euros en 2023-2024 et encore 100 millions d'euros en 2025. L'ouverture à la concurrence, loin d'apporter des économies, pèse sur les finances publiques.

## TRANSPORTS PUBLICS : LA LIBERTE DE CIRCULATION POUR TOUS

La rentabilité à tout prix n'a rien à voir avec l'intérêt général. Là où les entreprises privées cherchent à engraisser leurs actionnaires, nous réclamons un service public, accessible et de qualité, qui réponde réellement aux besoins de la population. Les transports ne sont pas une marchandise, c'est une question de justice sociale !

L'ouverture à la concurrence du réseau de la RATP et SNCF est une attaque brutale contre le **service public et les droits des travailleur-euse-s**. Derrière les discours de modernisation et d'efficacité, ce sont des milliers d'emplois qui disparaissent et la qualité du service qui est sacrifiée.

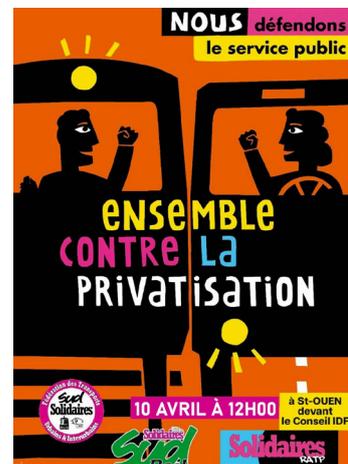
**Cette privatisation ne sert que les intérêts privés.**

### NOUS NE POUVONS PLUS ATTENDRE !

Il est urgent de stopper immédiatement cette politique de privatisation. Solidaires RATP et SUD-Rail exigent un réseau de transport public de qualité, accessible à toutes et tous, tout en garantissant le respect des conditions de travail et des acquis sociaux des salarié-e-s. **La rentabilité n'a rien à faire dans nos services publics !**



**TOUS ENSEMBLE, LE 10 AVRIL,  
MOBILISONS-NOUS POUR  
DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC.  
RDV À 12H DEVANT LE  
CONSEIL RÉGIONAL IDF**



FÉDÉRATION SUD-Rail 38 RUE DES RENOILLERES 93200 SAINT-DENIS  
01 42 43 35 75 / federation@sudrail.fr